

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 28 (2012)

Artikel: "On n'avait peur de rien" : immigrés et grève à la Monteforno de Bodio (1970-1972)
Autor: Pelli, Mattia
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520288>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«ON N'AVAIT PEUR DE RIEN». IMMIGRÉS ET GRÈVE À LA MONTEFORNO DE BODIO (1970-1972)

MATTIA PELLI

LE 22 DÉCEMBRE 1969, LE SECRÉTARIAT TESSINOIS DU SYNDICAT FOMO (Federazione svizzera degli operai metallurgici e degli orologiai) reçoit une lettre dactylographiée signée par «un adhérent» dans laquelle on peut lire:

«Je vous envoie une page de journal pour vous permettre d'examiner le nouveau contrat de travail des métallurgistes italiens. Ce contrat démontre que dans un pays pauvre avec de bons syndicats on peut obtenir plus que dans un pays riche avec des pauvres syndicats qui sont pour la paix du travail.

Vous, syndicalistes de la FOMO, serez de bons employés de bureau, mais quand un syndicat des métallurgistes qui dans les autres pays est le syndicat plus à gauche, en Suisse est le plus à droite, cela démontre ce que sont ces syndicalistes qui ont à leur tête le capitaliste Wütrich. D'ici la fin de 1970, j'en aurai terminé avec ce syndicat.»¹

L'adhérent anonyme, probablement un immigré d'origine italienne, joint à sa lettre la première page du quotidien italien *Stampa sera* du lundi 22 décembre 1969, qui titrait en grand: «Accord pour les métallurgistes». Après un «automne chaud» marqué par un cycle de luttes extraordinaire dans les usines du Nord industrialisé et la politisation d'une nouvelle classe ouvrière née de l'immigration interne, les métallurgistes italiens ont obtenu une victoire sans précédent après les «années dures» de la répression dans les usines et le recul des syndicats des années cinquante. Pour les organisations syndicales, avec à leur tête la FIOM-CGIL (Federazione Impiegati Operai Metallurgici, Confederazione Generale Italiana del Lavoro), ces acquis portent sur une augmentation salariale

1 Lettre anonyme adressée «Au puissant syndicat FOMO, maison des syndicats, via Canonica, 6900 Lugano», classeur noir «Corrispond. div. giornale FOMO», fonds FLMO, Bellinzone, Archives Fondazione Pellegrini Canevascini.

de vingt-mille lires, «[...] le plus important résultat contractuel que la catégorie ait connu depuis ses origines»².

Sur un ton très différent, une autre lettre anonyme est reçue par le secrétariat de la FOMO de Lugano à la veille du vote sur l'initiative Schwarzenbach du 7 juin 1970. Dans un feuillet manuscrit, on peut lire:

«Traîtres. Votre journal est dégoûtant!! Monsieur Schwarzenbach a mille raisons, continuez à protéger vos *terroni*, vous vous en apercevrez! Vous avez vendu la Suisse, vous voulez nous rendre esclaves de ces gens-là! Les *terroni* nous ont amené corruption, désordre, déshonneur et pagaille. Pauvres syndicats! Qui sème le vent, récolte la tempête! Lâches! Vendus! Traîtres! Mystificateurs!»³

L'expéditeur a joint la copie du 24 avril 1970 de la revue de la FOMO, *Lotta sindacale*, avec une série de commentaires écrits à la main. Le lecteur – probablement un syndiqué suisse abonné à la revue – exprime ainsi toute sa rage envers ce qu'il considère comme une ouverture excessive envers les immigrés en Suisse⁴. *Lotta sindacale*, l'édition tessinoise de la feuille officielle du syndicat des métallurgistes, ne devait pas s'occuper seulement des questions locales, mais aussi de celles spécifiques aux immigrés. Par exemple, la page deux rendait compte d'une rencontre des associations d'immigrés à Berne ainsi commentée: «Les Suisses n'existent plus ?»⁵

Ces deux lettres anonymes, conservées dans le fonds FLMO⁶ (Federazione dei Lavoratori Metallurgici e Orologiai) de la Fondation Pellegrini Canevascini de Bellinzone, représentent les deux pôles symboliques entre lesquels se situe le débat au sein du mouvement ouvrier du début des années 70, une période charnière pour le rapport entre syndicats et salariés immigrés en Suisse. En effet, ces deux voix anonymes rendent bien l'atmosphère tendue qui se respirait à l'époque dans les syndicats et sur les lieux de travail et nous permettent de mieux comprendre le cadre du déclenchement, à la Monteforno, une aciérie

2 «Accordo per i metalmeccanici», *Stampa sera*, Turin, 22-23 décembre 1969, p. 1.

3 Feuillet manuscrit non daté, classeur noir «Corrispond. div. giornale FOMO».

4 «*La lotta sindacale* tirait à quelque 18'000 exemplaires, pour un nombre d'adhérents trois fois moindre au Tessin (5800 en 1995).» Jean Steinauer, Malik von Allmen, *L'apport de l'immigration au syndicalisme suisse, Tome I: Les hommes, les idées, les pratiques*, Genève, UOG, 2000, p. 141.

5 Feuillet manuscrit non daté, op. cit.

6 En 1972, la FOMO (FOMH) est devenue FLMO (FTMH).

tessinoise, d'une intense vague de luttes qui en ont fait «une véritable université du syndicalisme en mouvement»⁷. Une mobilisation et des grèves dont les travailleurs immigrés ont été les protagonistes, inscrites dans une phase de luttes ayant touché toute la Suisse à partir des grèves de 1970 dans la métallurgie genevoise.

Une xénophobie montante et une poussée de l'activisme ouvrier sur le lieu de travail s'enchevêtrent dans ce début de décennie, marqué aussi par la radicalisation politique portée par les mouvements étudiants de 1968. Peut-on établir une relation entre les deux phénomènes? Comment ces tensions qui traversent le monde du travail suisse influencent-elles la mobilisation des salariés immigrés et se répercutent-elles sur les syndicats suisses? Nous chercherons à répondre à ces questions en prenant comme exemple les grèves de 1970 à 1972 à la Monteforno qui ont mobilisé l'opinion publique tessinoise et suisse.

Les salariés invisibles

Comme le montrent Malik von Allmen et Jean Steinauer, «la production contemporaine en sciences sociales offre beaucoup de travaux sur les immigrés, et passablement sur les syndicats, mais on n'en trouve que très peu sur les rapports qu'ils entretiennent»⁸. Cette absence – qui comprend certes des exceptions⁹ – pourrait avoir un impact sur notre connaissance du mouvement ouvrier suisse, son histoire étant profondément liée aux vagues migratoires qui ont touché le pays et qui ont été massives dans le second après-guerre. La présence de centaines

7 Steinauer, von Allmen, *op. cit.*, p. 104.

8 *Ibid*, p. 11.

9 Mauro Cerutti, «L'immigration italienne en Suisse dans le contexte de la Guerre froide» in *Pour une histoire des gens sans Histoire*, Lausanne 1995, pp. 213-231; Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier, *Le mouvement ouvrier suisse. Documents de 1800 à nos jours*, Genève 1975; René Riedo, *Das Problem der ausländischen Arbeitskräfte in der schweizerischen Gewerkschaftspolitik von 1945-1970*, Berne-Francfort 1976; Delia Castelnovo-Frigessi, *Elvezia il tuo governo: operai italiani emigrati in Svizzera*, Turin 1977; Philippe Garbani et Jean Schmid, *Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale 1880-1980*, Lausanne 1980; Claudio Calvaruso, *Emigrazione e sindacato*, Rome 1974; Marc Perrenoud, «La politique de la Suisse face à l'immigration italienne (1943-53)», *Mouvements et politiques migratoires en Europe depuis 1945: le cas italien*. Louvain-la Neuve 1989; Nelly Valsangiacomo, *Domenico Visani (1894-1969) : sindacalista socialista democratico*, Lugano 1994.

de milliers de travailleurs venus d'Italie, d'Espagne et du Portugal, puis – plus récemment – des pays de l'ex-Yougoslavie et de Turquie, a influencé la structure du marché du travail en Suisse et posé d'importants problèmes aux syndicats, qui ont réagi de manière différente, selon leur orientation idéologique et leur branche d'implantation. Le fait que «pour les historiens du mouvement ouvrier, sa composante immigrée ne paraît pas constituer un objet d'étude principal»¹⁰ pose donc un problème historiographique sérieux auquel la démarche prosopographique de von Allmen et Steinauer a donné une première réponse, mais qui nécessiterait de nouvelles études¹¹.

Ce silence reflète peut-être celui des syndicats sur ce thème, la présence des salariés immigrés ayant rarement été au centre des réflexions des sommets syndicaux, en particulier des fédérations liées à l'Union syndicale suisse (USS)¹². C'est notamment le cas pour les métallurgistes de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie (FTMH). Cela peut s'expliquer par le fait que les syndicats, en particulier l'USS, ont adhéré à une vision dominante des années 70 qui considérait l'immigration comme un phénomène temporaire, strictement lié aux besoins conjoncturels de l'économie suisse, sur le principe de la rotation de la main-d'œuvre.

10 Steinauer, von Allmen, *op. cit.*, p. 12.

11 Depuis l'ouvrage de von Allmen et Steinauer, rares sont les chercheurs qui ont examiné le rapport entre salariés immigrés et syndicats dans le second après guerre. Le travail le plus intéressant à ma connaissance est le mémoire de Monica Bartolo, *Renitenti, sindacalisti o sovversivi? Gli immigrati italiani nel Canton Ticino (1945-1970)*, Université de Fribourg 2004. Von Allmen et Steinauer ont encore publié *Changer la Baraque Les immigrés dans les syndicats suisses 1945-2000*, Lausanne 2000. Voir aussi Jean Steinauer, *Rivoluzione tranquilla nella Vallée de Joux, «Ogni passo che fai non è vano. Uno sguardo sul sindacato FLMO 1970-2000»*, Bellinzone, FLMO, 2004 ; du même, «1976: grève chez Dubied», in *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, Lausanne 2006, pp. 238-239; «Les migrants dans l'histoire du mouvement ouvrier», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 17, Lausanne 2001.

12 Les «fonds SMUV» des Archives sociales suisses de Zurich (section «Ausländer-Innen») et FLMO de la Fondation Pellegrini Canevascini de Bellinzone sont assez décevants et se concentrent surtout sur la période de la campagne sur l'initiative Schwarzenbach: la pauvreté des réflexions sur la question migratoire dans le syndicat fait contraste avec la richesse des archives tessinoises. La presse syndicale n'est pas non plus une bonne source. Pour von Allmen et Steinauer, «elle ne contient pas grand chose de vivant. Elle est institutionnelle à l'extrême, avec un contenu strictement contrôlé par la hiérarchie» (*op. cit.*, p. 140).

Cette approche économiste des institutions fédérales se retrouve notamment au sein de la FTMH. La syndicalisation des immigrés répond alors avant tout à l'exigence de protéger les intérêts des travailleurs suisses, qui restent au centre du travail revendicatif. En ce sens, l'unité entre travailleurs locaux et étrangers, souvent invoquée par la FTMH, ne s'applique pas dans les faits, ni au point de vue revendicatif, ni au niveau des directions syndicales.

Les limites de cette vision émergent encore plus fortement en examinant les réflexions sur ce thème dans les syndicats chrétiens¹³, ce qui constitue sans doute une piste de recherche encore à défricher. Sous l'impulsion d'un «internationalisme» religieux appuyé par les structures de l'Église, qui avait ses propres institutions dans l'émigration italienne (les Missioni Cattoliche Italiane), ils ont en effet décidé très tôt de s'ouvrir à la participation des immigrés pour concurrencer l'USS¹⁴.

Au cours des années 70, la Fédération suisse des syndicats chrétiens (FSSC) a ainsi attiré de nombreux adhérents, près de 100'000 en 1974: «Cette croissance s'explique en partie par une plus grande ouverture vis-à-vis de l'immigration italienne et espagnole»¹⁵, mais aussi par la plus grande disponibilité du syndicat d'inspiration chrétienne à soutenir des luttes radicales¹⁶:

Certes, la FTMH n'a jamais soutenu des thèses xénophobes, elle a toujours été claire sur les principes, mais elle a défendu des positions conservatrices en matière de politique migratoire. Au sein de l'USS, le mouvement progressiste était donné par le SIB (la FOBB, comme elle s'appelait auparavant). Et dans l'industrie des métaux, c'était le syndicat chrétien FCOM qui présentait des propositions novatrices et donnait voix aux revendications spécifiques des immigrés¹⁷.

13 La recherche de Monica Bartolo s'appuie sur la comparaison entre les discours sur les étrangers-ères du syndicat chrétien tessinois et ceux de la Camera del Lavoro (CdL). Elle en conclut qu'«à partir de la fin des années 1960 se vérifia un renversement qui vit le syndicat chrétien plus engagé dans la défense des immigrés, tandis que la CdL maintenait la politique du premier après-guerre en protégeant surtout les intérêts de la main-d'œuvre suisse». Monica Bartolo, *op. cit.*, p. 152.

14 Cette différence et plus grande ouverture envers les immigré·e·s est signalée aussi par von Allmen et Steinauer, voir par exemple *op. cit.*, pp. 201-202. .

15 Bernard Degen, «Haute conjoncture et guerre froide», in *La valeur du travail*, p. 224.

16 Comme à Dubied, où c'est la FCOM et l'Union chrétienne de l'Industrie, du Commerce et des Services qui a soutenu la grève, de nombreux ouvriers démissionnant de la FTMH, le syndicat rival.

17 Jean Steinauer, *Rivoluzione tranquilla nella Vallée de Joux*, *op. cit.*, pp. 85-93.

Les luttes des années 70

Ce silence historiographique autour des grèves survenues à partir des années 70 fait lui aussi écho au rapport entre mouvement ouvrier et salariés immigrés en Suisse. Ce vide reflète encore une fois l'absence d'une réflexion syndicale sérieuse. Car, peut-être pour la première fois en Suisse, ces luttes ont eu pour caractéristique principale la prise de parole des travailleurs étrangers, comme c'était le cas dans beaucoup d'autres pays européens. Et c'est peut-être aussi pour cela que cette vague de luttes a été négligée par la recherche sur le mouvement ouvrier en Suisse.

1970 est l'année des grèves dans cinq industries de la métallurgie genevoise¹⁸, entamée contre le syndicat majoritaire, la FTMH. Les mobilisations ouvrières ont commencé au Tessin la même année, avec la grève à la Savoy de Stabio (production de chaussures)¹⁹. Après les premiers signaux lancés à Genève, la vague de protestations s'est prolongée à la Monteforno et dans d'autres usines en Suisse²⁰. À propos de cette phase de luttes, Jean Steinauer explique comment «avec le recul, elle apparaît comme le couronnement d'une vague touchant toute l'industrie des machines, du Tessin (conflits récurrents dès 1970 à l'aciérie Monteforno de Bodio) à Genève (1971: Charmilles, Verntissa, Hispano-Suiza...), Lausanne (Bobst 1973, Matisa 1976) et Couvet»²¹.

Une des principales données politiques de ces luttes réside dans le fait que les grèves et les occupations se sont généralement développées en opposition directe à l'appareil de la FTMH, la principale organisation parmi les métallurgistes suisses. Et en certaines occasions, la fédération s'est trouvée dans l'inconfortable position d'avoir à rattraper la situation. «Le syndicat FTMH s'est retrouvé écartelé entre l'observation de la paix du travail et le soutien des débrayages spontanés.»²²

18 Les recherches sur les grèves en Suisse dans les années 70 sont très rares. Voir Christian Koller, «Grève, partenariat social et participation», in: *Voies multiples, but unique: Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*. Lausanne 2004. Jean Steinauer, «1976: grève chez Dubied», *op. cit.*

19 Sur la grève chez Savoy, Monica Bartolo, *op. cit.*, pp. 138-143.

20 Il suffit de rappeler le cas de Paillard à Yverdon en 1971; la grève de la SIP à Genève en 1975; celle de Bulova-Watch à Neuchâtel en 1976. La même année, la grève plus importante des années 70 se déroule à Matisa pendant trois semaines, suivie par la grève de Dubied, à Neuchâtel, qui dure presque un mois.

21 Jean Steinauer, «1976: grève chez Dubied», *op. cit.*, pp. 238-239.

22 Christian Koller, *op. cit.*, p. 47.

Ainsi le principe sacré du syndicalisme suisse, la paix du travail, a-t-il été mis en question: l'activisme de nombreux travailleurs immigrés et suisses a placé la FTMH devant la nécessité d'une plus grande radicalité de la lutte syndicale²³.

Immigrés et grèves

La FTMH a souvent réagi avec rage à ces initiatives spontanées des salariés en reprenant les lieux communs typiques de son anticomunisme qui voyait un «rouge» dans chaque immigré en fonction de sa provenance nationale, tandis que le développement des mobilisations sur les lieux de travail était surtout interprété comme l'œuvre d'une «infiltration» des groupes d'extrême gauche.

Les grèves de 1970 à la Savoy de Stabio et à la Monteforno de Bodio mènent la Camera del Lavoro tessinoise à une réflexion critique embryonnaire sur la paix du travail. Les responsables des grèves «sauvages» sont toujours les «gauchistes» (dont la capacité d'influence sur les salariés s'est surestimée, les capacités critiques de ces derniers étant très peu prises en considération), mais comme l'explique Edgardo Chiesa, alors secrétaire, on ne peut pas nier certaines limites de l'action syndicale qui créent du mécontentement chez les travailleurs: «Il faut en outre, au niveau national, inviter les fédérations centrales à ne pas conditionner l'action des périphériques par des contrats qui établissent la paix du travail avant toute stipulation des accords salariaux.» Robbiani cherche pour sa part à mettre en discussion la «théorie du complot»: «Ce phénomène se manifeste dans chaque pays et est le fruit de la dynamique de la société actuelle, en particulier dans le mouvement étudiant.»²⁴

Toutefois, la vision dominante parmi les cadres de la FTMH considère les salariés immigrés, en particulier les Italiens et les Espagnols, comme plus influencés par les mots d'ordre radicaux et plus disposés à rompre la paix du travail. Et cela en vertu de leur

23 «Ces grèves amènent beaucoup de militants FTMH à porter une réflexion critique sur l'attitude de la centrale dans les conflits. C'est l'origine du phénomène de contestation, connu sous le nom de Manifeste 1977, qui met la fédération en état de crise, sur l'ensemble de la Suisse romande, jusqu'au printemps 1978.» (Jean Steinauer, «1976: grève chez Dubied», *op. cit.*, p. 239).

24 Verbale della riunione della Commissione Esecutiva del 14.9.1970, Fonds "Camera del lavoro", S6F2, Bellinzone, Archive FPC, Archive d'Etat.

pays d'origine dont la tradition syndicale est marquée par un fort mouvement communiste.

Cette lecture est partagée par les groupes nés de 1968, qui ont joué un rôle indéniable dans ces luttes, en exerçant leur influence sur les salariés. Au contraire des dirigeants de la FTMH, ils percevaient l'hypothèse de cette plus grande disponibilité à la radicalité de manière très positive, mais ne la mettaient pas en discussion :

D'un côté, l'icône des gauchistes, l'immigré, sorte de Messie prolétaire, va réveiller le syndicat en mettant fin à la débiliteuse paix du travail. De l'autre, l'épouvantail des conservateurs, l'immigré, importe le risque de la grève comme le rat le bacille de la peste – on trouve aussi des immigrés pour penser de la sorte. La plupart des syndiqués immigrés, cependant, n'avouent aucune prédisposition à la grève.²⁵

Cette interprétation, dénuée de tout fondement, n'a pas cessé de jeter une ombre néfaste dans le rapport entre immigration et mouvement ouvrier suisse.

Deux grandes vagues ont marqué successivement l'immigration italienne en Suisse dans le second après-guerre. La première est celle des immigrés du Nord, majoritaires jusqu'au milieu des années 50, remplacés progressivement par les *meridionali*, du Sud, suite aux premières manifestations du boom économique italien.

S'il est vrai que le Nord industrialisé connaissait une importante tradition politique et syndicale, il serait erroné d'en déduire une forte politisation de la masse des travailleurs immigrés en Suisse. L'Italie sortait à peine de vingt ans d'un régime fasciste qui avait durement réprimé les partis de gauche et fait disparaître les syndicats. L'horizon politique italien était dominé par la Démocratie Chrétienne, qui avait relégué le Parti Communiste dans l'opposition en 1947. Un an plus tard, la CGIL, le syndicat unitaire des travailleurs italiens, avait subi le coup très dur de la scission avec la création de la CISL, le syndicat chrétien.

Les journaux de l'époque et la quasi-totalité des politiciens tessinois expliquaient le militantisme des travailleurs de la Monteforno par leur prétendue politisation en Italie, pays des grèves incessantes. Une thèse contestée par I.D., ancien ouvrier de la Monteforno, l'un des quatre licenciés après la vague de mobilisations qui a touché l'aciérie, un Tessinois qui avait eu une expérience politique, à Lausanne, au sein de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (LMR):

25 Jean Steinauer, Malik von Allmen, *op. cit.*, p. 221.

Le fait de venir d'un contexte comme l'Italie [...] signifiait qu'ils [les ouvriers] étaient en général plus politisés?

Je ne parle pas de ceux qui étaient alors à la tête des luttes, mais de la grande masse des travailleurs. Disons que la partie qui venait du Nord était légèrement politisée. La partie qui est arrivée du Sud, tels que les Sardes, avait une mentalité qu'on ne peut pas dire politisée, mais ils avaient un esprit de liberté.²⁶

La grande masse des salariés étrangers arrivés dans cette première vague d'immigration en Suisse étaient donc très peu politisés et ne disposaient souvent d'aucune expérience syndicale. Seule une minorité avaient une expérience de travail industriel et d'activisme politico-syndical en Italie et, même en ce cas, il est absolument arbitraire d'en déduire une plus grande disponibilité à la lutte. Au contraire, notre recherche montre comment ces travailleurs liés à la CGIL et au PCI étaient souvent les plus disponibles à accueillir les traditions syndicales suisses. Ce qui s'explique par une culture de la discipline typique du PCI stalinien, également présente dans le syndicat.

Ce constat est encore plus patent si l'on considère la vague d'immigration provenant du Sud: une masse de travailleurs sans aucune expérience industrielle, sans aucune tradition politique et syndicale, provenant pour la plupart de la campagne. S'il est vrai qu'une fois arrivés en Suisse, ces immigrés ont pu rencontrer les Colonie Libere, une organisation antifasciste proche du Parti Communiste italien qui a préoccupé la bourgeoisie et ses policiers hantés par le fantasme du communisme, mais aussi monopolisé l'intérêt des historiens, il reste à prouver qu'elle ait pu influencer la grande masse de ces salariés vers une radicalisation. La présence en Suisse des Missions catholiques italiennes, qui date de bien avant la Seconde Guerre mondiale, et qui reste très peu étudiée, a sans doute joué aussi un grand rôle, notamment dans des étapes de la vie comme les baptêmes, les noces ou les

26 Ces extraits d'entretiens ont été recueillis entre 2005 et 2011 dans le cadre de deux projets: le premier, intitulé «Monteforno: una storia corale tra integrazione e conflitto» financé par le Département de l'Education, de la Culture et du Sport du Canton du Tessin; le second, «Les années "chaudes" à la Monteforno de Bodio», financé par les Archives sociales suisses. Cette cinquantaine d'entretiens constitue, avec les archives syndicales conservées par la Fondation Pellegrini Canevascini et celles des syndicats chrétiens de Lugano, la base de mon travail de doctorat auprès des universités de Lausanne et Bologne, intitulé *Sociabilité et condition immigrée: le cas de l'aciérie Monteforno de Giornico à travers les sources orales*.

funérailles. En outre, la Mission était le centre de nombreuses activités sociales et éducatives et beaucoup d'associations d'immigrés avaient leur siège dans ses locaux.

La condition immigrée

La décision de s'engager dans une lutte syndicale, même radicale, a donc été la conséquence non pas d'un apprentissage antérieur, mais d'une prise de conscience mûrie sur son propre lieu de travail, dans la confrontation avec la société suisse et l'expérience des discriminations.

Mais comment concilier ces observations de bon sens avec l'explosion, à partir de 1969, de luttes ouvrières qui ont eu comme protagonistes ces salariés, en Italie, en Suisse ou en France, sans s'en prendre aux traditions syndicales et politiques des pays d'origine?

La perspective comparatiste peut nous donner quelques indications utiles. Goffredo Fofi, l'un des premiers chercheurs à se pencher sur le phénomène de l'immigration du Sud de l'Italie à Turin, écrit à propos des luttes ouvrières de l'*autunno caldo* de 1969:

En définitive, on pourrait dire que le facteur "immigration" a été un plus qui a accéléré les temps et augmenté la violence de la confrontation à Turin, mais qui n'a pas représenté davantage que l'accentuation d'une situation commune à tous les ouvriers, de Milan, Mestre et autres²⁸.

Le même auteur souligne la particularité du facteur migratoire dans les luttes ouvrières qui se déclenchent dans plusieurs pays européens, y compris la Suisse:

Que l'on pense à la participation massive, et pour la première fois dans l'histoire ouvrière française, des ouvriers immigrés à mai 68, aux luttes des mineurs immigrés en Belgique, aux luttes de la Fiat, ou même au cas plus réduit, mais non moins significatif, du début des luttes des immigrés espagnols et italiens en Suisse²⁹.

Cette perspective attribue une spécificité aux grèves des années 70 en Suisse, à leur déclenchement et à leur développement, celle de l'expérience migratoire des salariés qui, dans un contexte particulier, représente ce «plus» qui influence le développement des luttes, les revendications qui en émergent et leurs modalités.

28 Goffredo Fofi, *L'immigrazione meridionale a Torino*, Milano, Feltrinelli, 1976, p. 309.

29 *Ibid.*, p. 315.

Et c'est précisément cette spécificité qui est ignorée aussi bien par les analyses des syndicats que par celles des groupes d'extrême-gauche, au nom d'une unité de classe liée aux intérêts des salariés suisses, pour les premiers, et d'une négation des différences, pour les seconds. L'analyse marxiste du rôle des salariés immigrés dans l'économie suisse de l'après-guerre ignore la spécificité de la condition immigrée et met l'accent sur la recomposition de l'unité de classe entre travailleurs étrangers et indigènes, soit sur ce qui unit, et non pas sur ce qui divise. Il en découle une certaine difficulté à interpréter la forte présence d'un sentiment xénophobe au sein de la classe ouvrière suisse.

Mon hypothèse est, au contraire, que la condition immigrée, dans le contexte particulier de ce début des années 70, marqué par une radicalisation reliée au mouvement étudiant et par une reprise générale de l'activisme ouvrier au niveau européen, a eu un rôle significatif dans le développement des luttes en Suisse.

Par cette expression de condition immigrée, je cherche à désigner une série de caractéristiques communes à l'expérience des étrangers en Suisse dans le second après-guerre, qui ont marqué la totalité de la vie sociale, ainsi que les interactions avec la société suisse, et qui ne se sont pas manifestées seulement sur le lieu de travail. Pour l'essentiel, c'est l'expérience de la discrimination et de la marginalité sociale dans laquelle ces salariés étaient confinés dans tous les aspects de la vie sociale: rapports avec l'administration, marché du logement, droit du travail, champ de l'assistance, mais aussi culture et sport.

Les années chaudes à la Monteforno de Bodio

La "Monteforno aciérie et laminiers SA" est née à Bodio, au Tessin³⁰, en décembre 1946 et est devenue le plus important centre industriel régional et l'un des plus importants au niveau suisse: en 1973, 947 personnes y travaillaient³¹ (dont 642 d'origine italienne), avec une production

30 Sur le développement du canton du Tessin dans le second après-guerre, voir Silvano Toppi, «La crescita economica (1945-1975): la scommessa industriale» et «La crescita economica (1945-1975): la ricerca di aperture e l'avvento del terziario», in Raffaello Ceschi (dir.), *Storia del Cantone Ticino. Il Novecento*, Bellinzona, Stato del Cantone Ticino, 1998, pp. 593-640.

31 *La Monteforno dalla fondazione ad oggi*, Bellinzona, Scuola Cantonale di Commercio, Anno scolastico 1985-1986.

annuelle passée de 20 000 tonnes en 1946 à 334 000 tonnes en 1974, et une réduction significative du temps nécessaire pour la coulée de l'acier, de quatre heures et demie à moins de 60 minutes dans les années 80, grâce à d'importants investissements technologiques.

Dès le début de son histoire, l'aciérie a été doublement liée à l'Italie: son patron, Aldo Alliata, était propriétaire des fonderies Cobiانchi³², au Piémont, et avait décidé d'implanter sa nouvelle usine en Suisse pour exploiter le bas coût de la ferraille, matière première essentielle pour la production d'acier dont l'exportation n'était pas autorisée. Selon les témoignages d'anciens dirigeants et ouvriers de l'aciérie, Alliata avait confié la mise en marche de l'entreprise à des ouvriers de la Cobiانchi qu'il avait emmenés avec lui – ils étaient 42 en 1947 – et qui ont dû travailler dans des conditions particulièrement pénibles, les premiers fours étant des surplus de guerre de très bas niveau technologique³³.

Avant les années 70, selon le témoignage d'un ancien ouvrier, la Monteforno n'a connu qu'une seule grève, remontant aux années 50, et n'ayant pas laissé de traces. Il est étonnant que l'aciérie de Bodio, pendant plus de vingt ans, n'ait pas connu de luttes qui auraient sans doute marqué la mémoire, encore très vivante, des ouvriers³⁴. Les travailleurs de la Cobiانchi d'Omegna avaient en effet une importante tradition de luttes et avaient constitué un rempart antifasciste avant et pendant la guerre.

Divers facteurs expliquent cette absence de mobilisations dans l'usine, nonobstant les conditions de travail très dures et les salaires plutôt maigres³⁵: avant tout, ces travailleurs, restés assez proches de leur familles, interprétaient leur expérience migratoire comme une variante de l'émigration saisonnière vers la Suisse qui avait une longue tradition (il suffit de penser aux ouvriers agricoles de la zone de Bergame qui

32 Filippo Colombara, *Uomini di ferriera. Esperienze operaie alla Cobiانchi di Omegna*, Omegna, Comunità montana Cusio Mottarone, 1999.

33 La guerre de Corée (1950-1953) et la hausse de la demande de métal en Italie ont permis à la Monteforno de se développer de manière significative. Voir le documentaire de Vasco Dones et Silvano Toppi, *Monteforno e dintorni*, TSI, 1995.

34 Sur ce thème je renvoie à mon récent article, «Le travail de la mémoire: ouvriers et immigrés de la Monteforno à Bodio», in *Mémoire ouvrière. Ouvriers, usines et industrie en Valais: à la croisée de l'histoire, de la mémoire et de l'art*, Sierre, Monographic, 2011.

35 Selon le témoignage de A.D., en 1961, son salaire comme ouvrier au laminoir était de 2,82 frs l'heure.

arrivaient au Tessin pendant la saison des fenaisons) et qui était ainsi plus ou moins bien acceptée; ils ne cherchaient donc pas à améliorer leurs conditions de travail en Suisse. Qui plus est, la situation économique de leur région d'origine était très difficile, bien avant l'activisme politique ouvrier de *l'autunno caldo*. Cela ne poussait pas à s'exposer dans un pays étranger qui avait par ailleurs des traditions syndicales différentes.

Les salariés étrangers qui avaient eu une expérience politique précédente se sont apparemment insérés sans problèmes dans le nouvel horizon syndical délimité par la paix du travail: pour ces ouvriers souvent inscrits au PCI et à la CGIL, la FOMO était un choix obligé, car elle était considérée comme le syndicat de gauche tandis que l'Organizzazione Cristiana Sociale Ticinese (OCST), le syndicat chrétien, était «le syndicat des prêtres». Cependant, selon les témoignages, la FOMO était considérée comme le «syndicat des Tessinois»: les travailleurs immigrés qui y adhéraient par discipline idéologique étaient ainsi poussés à en accepter les normes de comportement.

Ses pratiques étaient pourtant très différentes de celles de la CGIL et du Parti Communiste: la FOMO, qui représentait la majorité des ouvriers syndiqués, ne brillait pas par sa dynamique revendicative à la Monteforno. La commission d'usine, où elle a été majoritaire jusqu'aux années 70, était un organisme sans grande influence qui se bornait à une réunion rituelle de fin année pour ajuster les salaires au coût de la vie. Respect quasi absolu de la trêve sociale et rejet de la grève comme instrument de lutte des salariés ont donc été les piliers de l'action syndicale de la FOMO à la Monteforno. Les immigrés italiens n'avaient pas le droit d'être élus à des postes dirigeants et l'anticommunisme était très influent.

Un aspect intéressant à analyser du point de vue de la spécificité représentée par le facteur migratoire est justement le lien établi entre appartenance syndicale et provenance géographique: F.C., ancien travailleur de l'aciérie et militant FOMO, membre dans la commission d'usine, est assez clair à ce propos:

Au cours de ces années-là, l'OCST avait connu une grande croissance...

Eh oui.

Peut-être parce qu'elle était plus ouverte à ces nouveaux immigrants [du Sud] ?

Ouais, exactement, elle était beaucoup plus ouverte que nous avec les immigrés, elle reconnaissait quelque chose que nous ne reconnaissons pas, avec laquelle je n'étais pas d'accord, je n'ai jamais été inscrit à l'OCST.

Qu'est-ce que l'OCSST reconnaissait de plus ?

L'OCSST a commencé à s'ouvrir davantage aux immigrés. Elle a commencé à mieux reconnaître l'immigration. Et dans tous les comités exécutifs qu'ils avaient, ils étaient presque tous immigrés. Tandis que nous, avant, nous ne pouvions pas aller dans le premier comité de la FOMO en tant qu'étranger, je pense que j'ai été le deuxième ou le troisième qui est entré [...].

En quel sens on ne pouvait pas entrer ?

Eh non, si tu étais étranger tu ne pouvais pas faire partie du comité, inscrit oui, mais dans le comité non, il y avait seulement les Suisses.

C'est cette manière de voir le syndicat et son rapport avec les salariés immigrés qui a laissé la FOMO en marge au moment du déclenchement des luttes dans l'usine en 1970. En effet, les immigrés du Sud, en particulier les Sardes, arrivés à Bodio dès la fin des années 50 et qui ont été les protagonistes de ces mobilisations, ont choisi leur syndicat en fonction des différentes attitudes adoptées à leur égard.

L'OCSST a ainsi vu croître son influence dans l'aciérie grâce à ces nouveaux immigrés qui l'ont orientée en direction de leur exigence d'un nouveau syndicalisme, plus combatif et moins lié aux traditions de paix du travail. L'OCSST s'est montrée ouverte et flexible, comme l'a été le syndicat chrétien des métallurgistes dans le reste de la Suisse.

Jeunes, célibataires, éloignés de chez eux, attirés par les opportunités créées par le boom économique, mais contraints à la marginalité dans la société d'accueil par des préjugés très diffus, forcés dans l'usine à un travail répétitif et aliénant, les immigrés ont été les vrais protagonistes de cette période de luttes qui a été influencée, par ses revendications et ses méthodes, par leur statut d'immigrés.

Les grèves de 1970 à 1972

En juin 1970, le peuple suisse est appelé aux urnes pour voter sur l'initiative Schwarzenbach³⁶: en cas d'acceptation, elle aurait conduit à l'expulsion du pays de 300 000 salariés immigrés. La campagne précédant le vote a été empoisonnée et a fait émerger une xénophobie généralisée parmi la population suisse, se manifestant aussi dans les syndicats.

36 Anna De Bernardi, «L'immigrazione in Svizzera e le iniziative contro l'inforestieramento degli anni Settanta del secolo scorso», *Bollettino storico della Svizzera italiana*, 109, 1, 2006, pp. 37-62.

De nombreux témoignages à ce sujet parlent d'une tension extrême vécue alors par les migrants.

Le sentiment xénophobe avait commencé à s'affirmer au début des années 60, lorsque la politique d'admission du gouvernement fédéral, fondée jusque-là sur des principes libéraux, a été modifiée pour limiter l'afflux d'étrangers face à la «surchauffe» économique. Les travailleurs arrivés au Tessin du sud de l'Italie à la fin des années 50 et au début des années 60, la «deuxième vague», ont été la cible de ce raz de marée xénophobe. L'initiative de 1970 a été rejetée de justesse (54% de refus), mais avec une marge beaucoup plus grande dans le canton du Tessin (63,7% de refus), ce qui montre une plus grande acceptation des immigrés italiens dans le canton. Mais cela ne signifie pas que le racisme n'y était pas répandu: la mémoire de l'initiative Schwarzenbach est encore très vive chez les travailleurs italiens interrogés et représente une plaie ouverte, un sérieux obstacle pour une intégration dans le pays hôte³⁷. L'initiative xénophobe a provoqué des tensions au sein même de l'usine, comme en témoigne D.D.:

Vous vous rappelez l'initiative Schwarzenbach ?

Naturellement je m'en souviens. Et elle a failli passer...

Comment l'avez-vous vécue ?

Eh bien, là aussi... il y en avait aussi à l'usine pour crier: «Eh, Schwarzenbach va arriver»...

Cette même année, à la Monteforno, éclata la première grève «sauvage», qui fut le coup d'envoi d'une confrontation entre les travailleurs et la direction dans un conflit d'une intensité encore inconnue, avec un impact majeur sur la presse locale et nationale. Les cadres de l'aciérie ont fait eux-mêmes le lien entre ces luttes inédites et la vague xénophobe soulevée par la campagne Schwarzenbach. Ils comprenaient le danger de l'explosion du ressentiment ouvrier uni à une volonté de répondre aux attaques xénophobes.

37 C'est ce que raconte par exemple G.C., un ancien travailleur de la Monteforno arrivé de Sardaigne en Suisse en 1969: «En 1970, il y a eu le vote sur Schwarzenbach... Je me rappelle que j'ai fait une promesse: "Je suis convaincu que le référendum ne passera pas, mais s'il devait passer à San Vittore, commune de 4-500 personnes où je vis, je m'en vais". À San Vittore il n'est pas passé. Mais je disais qu'avec "ce referendum, les gens disent s'ils te voient bien où s'ils te voient mal. Si, dans un petit village, plus de la moitié des gens te voient mal, pourquoi je devrais y rester?"».

E. A., directeur adjoint de l'aciérie pendant de nombreuses années, explique sa position sur cette grève et - en passant - montre que les idées du conseiller national de l'Action nationale avaient imprégné quelques dirigeants et employés qui étaient en majorité des Suisses:

Eh bien, il y a eu... vous savez, quand nous avons dû voter pour l'initiative Schwarzenbach ? Nous avons fait une grève. Or, cette grève-là était très dangereuse, ça je m'en souviens.

C'était celle sur l'immigration...

Ouiii ! mais elle a été mal interprétée, lui [Schwarzenbach], ce n'est pas qu'il voulait expulser, il n'expulsait personne, il voulait un certain contrôle et pas que maintenant, tout d'un coup... notre économie est ce qu'elle est, nous ne sommes pas... nous n'avons pas de matières premières, nous n'avons rien... il n'avait pas tous les torts, c'était un professeur, ce n'était pas un... un type quelconque.

Cette préoccupation est aussi présente dans un document de 1970 trouvé dans les archives de la FLMO: il s'agit d'un rapport confidentiel envoyé par le responsable du personnel de la Monteforno au secrétaire du syndicat résumant les progrès difficiles des négociations menées suite à la première grève «sauvage» dans l'aciérie:

Les représentants des Associations des employeurs [qui ont participé aux négociations] ont insisté pour un accord qui aurait évité une grève, qui aurait irrémédiablement compromis le principe de la paix sociale, qui aurait nui à toute l'industrie tessinoise et nationale et aurait favorisé de manière peut-être **décisive** l'initiative contre l'*Überfremdung* promue par Schwarzenbach.³⁸

Cette lettre établit non seulement un lien – même s'il est indirect – entre la grève et l'initiative Schwarzenbach, mais donne aussi la mesure du rapport entre le syndicat et la direction de l'usine, cimenté par des décennies de concertation que ces luttes mettent en discussion.

Mais que s'est-il passé de si grave dans l'aciérie pour susciter jusqu'à des préoccupations nationales? Le 14 mai, les travailleurs de l'aciérie – le département central de Monteforno –, par la voix de la commission d'usine, ont demandé «soudainement» une augmentation immédiate du salaire de base d'un franc par heure, une requête rejetée par la direction qui a proposé pour sa part l'équivalent d'une augmentation de cinquante centimes, jugée à son tour inacceptable

38 Compte rendu en pièce jointe à la lettre envoyée par Carlo Franscini à Ettore Bionda, le 26 mai 1970, in classeur «Monteforno Bodio, Corrisp., 1959 – agosto 1971», Bellinzone, Archive de la Fondazione Pellegrini Canevascini.

par les grévistes. Le 20 mai, la grève a redémarré dans toute l'usine. Deux jours plus tard, une proposition d'augmentation de soixante centimes est acceptée par la majorité des travailleurs, mais avec beaucoup de difficulté par le noyau dur des grévistes, qui s'est aussi vu octroyer une augmentation de provision pour la chaleur régnant dans l'atelier.

En 1971, une autre grève de 48 heures a porté sur de nouvelles augmentations salariales, contre l'avis de la commission d'usine. Cette dernière, considérée comme trop proche de la direction et des syndicats, a été fortement remise en question pendant ces années. Tant et si bien qu'elle a dû démissionner en 1972 sous l'effet de sa délégitimation par le Groupe ouvrier Monteforno (GOM), une délégation de travailleurs directement élus par l'Assemblée la remplaçant, immédiatement désavouée par la direction de Monteforno, bien décidée à ne pas la recevoir.

La succession des événements est alors très rapide, comme si les salariés avaient soudainement rompu un vieil équilibre, démontrant son instabilité par leur initiative. Une reconstruction précise des faits est très difficile, compte tenu des sources: une nouvelle commission a été élue, expression des ouvriers les plus combattifs, immédiatement soumise à des mesures de rétorsion. Les premiers visés ont été deux membres de la nouvelle commission, licenciés pour des motifs spécieux: le premier parce qu'il avait proposé une «grève du zèle»³⁹, le second parce qu'il s'était présenté à l'usine avec un badge portant marteau et faucille le jour même où des insultes avaient écrites dans la cour de la Monteforno contre la direction.

La nuit du 29 au 30 mai 1972, après la démission de la nouvelle commission d'usine sous la pression des syndicats et des dirigeants, un groupe de travailleurs a arrêté les fours pendant seize heures pour exiger le retrait des deux licenciements. C'était le dernier acte d'une longue période de mobilisation dans l'usine, avec l'échec de la grève par manque de préparation et à cause de la lassitude de la majorité des travailleurs. Le 13 juin, lors d'un référendum interne, 79,7% des salariés ont mandaté les syndicats pour reprendre les négociations avec la direction.

39 La «grève du zèle» désigne le respect pointilleux de toutes les normes qui règlent le travail à l'aciérie, pour peser sur la productivité du travail. Cette proposition a été faite dans une réunion de la commission d'usine à laquelle ne participaient pas les membres de la direction.

La dynamique des luttes

Du côté de la FOMO, la première grève et l'initiative ouvrière ont suscité un réel étonnement: «Les travailleurs, après avoir refusé cette proposition [une augmentation de cinquante centimes], ont tout simplement cessé le travail.»⁴⁰

Cette spontanéité dans le comportement des travailleurs ressort clairement du témoignage de D.R., un ancien travailleur de la Monteforno, arrivé à l'aciérie en 1966. Après avoir mentionné les salaires trop bas et le travail à la pièce parmi les raisons du déclenchement de la protestation, il raconte l'arrêt du travail :

Mais comment cette première grève avait-elle été organisée ?

Parce qu'on avait demandé, on demandait une augmentation, ils ne voulaient rien savoir...

Et ça s'est passé comment, par le bouche à oreille ?

Grâce à la commission, on avait la commission. La commission allait négocier, puis elle est revenue et après avoir dit qu'«ils ne veulent pas nous faire faire une assemblée», «alors, l'assemblée, on va la faire dans l'usine», et nous l'avons faite à l'usine. Afin de trouver tout le monde. Et puis, ça a commencé, personne n'a repris le travail, eehh...

Nous retrouvons là tous les grands thèmes de cette période de luttes, comme le recours à des interruptions non annoncées à travers les canaux syndicaux ou le dénigrement de la représentation en faveur de l'action directe et de la décision collective en assemblée.

Une autre caractéristique du cycle de mobilisations qui s'ouvre à la Monteforno en 1970 est la perte de contrôle des syndicats sur la dynamique revendicative dans l'usine : jusqu'en 1972, quand la FOMO et l'OCST ont été en mesure de reprendre le contrôle sur les travailleurs par le biais d'un référendum, l'action spontanée des travailleurs les plus combattifs a été décisive.

La lecture donnée par la presse et les syndicats de ce qui se passait à l'usine mettait l'accent sur l'influence des groupes d'extrême-gauche. En effet, de petits groupes militants, développés à partir des mouvements de 1968 en Suisse et au Tessin, avaient politisé de nombreux jeunes étudiants. En 1969, le Parti socialiste autonome était né d'une scission

40 Aux collègues du comité central. Litige de la Monteforno, Bodio – plainte pénale de E. Bionda contre *Lotta di classe*, lettre du 7 juillet 1971, Zurich, Schweizerisches Sozialarchiv, sozarch ar smuv 01d-0076.

du Parti socialiste tessinois et il exerçait une certaine influence sur le GOM, tout comme la LMR.

Toutefois, le nombre limité de ces activistes, tout à fait surévalué par les syndicats et les médias, aveuglés par leur anticommunisme, ainsi que leur manque d'expérience, suggère une autre explication qui ne peut se limiter à une «infiltration d'extrémistes» pour comprendre le caractère massif d'une mobilisation, avec ses hauts et ses bas, de travailleurs de la Monteforno qui étaient peu politisés⁴¹.

Les grèves naissent dans un rapport dialectique entre les différents groupes à l'intérieur de l'aciérie, où les lignes de démarcation politiques et de provenance géographique se brouillent et se recomposent selon les nécessités des luttes, dans une relation complexe entre la direction des mobilisation et les différents groupes d'ouvriers.

I. D., un ancien ouvrier tessinois, l'un des protagonistes de ces luttes dont il a été un leader et qui a été licencié pour le rôle qu'il jouait, explique comment naissaient les arrêts de production, les fameuses grèves «sauvages». Une modalité d'organisation nouvelle, basée sur des rapports informels et horizontaux entre ouvriers, en dehors des structures traditionnelles comme la commission interne où les syndicats, émerge de ce témoignage :

Comment naissaient ces arrêts de travail ?

Avec des petites réunions...

Vous aviez déjà commencé en tant que GOM ?

Non, le GOM est né après. On se trouvait par exemple avec les Sardes... moi j'allais les voir et je leur disais: "écoute un peu, qu'est-ce qu'on peut faire maintenant?" "Oui, il faut se voir, on pourrait arrêter ceci ou cela."

On a fait ça principalement moi avec deux ou trois amis et avec les Sardes. Donc ce n'était pas encore une chose, comment dire, formalisée, avec le GOM ou des groupes...

41 Nicola Pizzolato développe la même réflexion sur la relation entre groupes d'extrême-gauche et travailleurs de la FIAT pendant l'automne chaud: la présence militante à la sortie de l'usine ne suffit pas à expliquer les nombreuses occasions où les grèves «sauvages» ont démarré spontanément et massivement. Il est donc plus correct de considérer le mouvement radical à l'extérieur de la FIAT et celui des travailleurs en son sein comme deux entités qui partagent certains objectifs et qui s'influencent l'un l'autre, qui se superposent dans certains cas mais qui restent distincts. Nicola Pizzolato, «Workers and Revolutionaries at the Twilight of Fordism: The Breakdown of Industrial Relations in the Automobile Plants of Detroit and Turin, 1967-1973», *Labor history* (45), 4, 2004, p. 429.

Non, non, non...

Ce n'était même pas dans le syndicat.

Non, non, celles-ci étaient... naissaient ainsi, dans un certain contexte. Quand tu cherches à contester mais que tu ne dois pas sortir trop, alors on faisait ces arrêts et les revendications, ils les ont comprises, ils les ont entendues, parce que l'augmentation est arrivée... C'était des choses qui naissaient un peu spontanément...

Mais elles étaient déjà liées à la politisation, ou bien c'était une chose...

Disons, disons qu'elles étaient plutôt liées à la politisation, parce que les collègues que je connaissais étaient tous politisés.

Mais les gens vous suivaient...

Oui, oui...

Même ceux qui n'étaient pas politisés...

Oui, évidemment, les gens suivaient parce que... tous savaient que c'était une condition qu'il fallait changer. Ils avaient besoin seulement d'une impulsion, et l'impulsion, c'est nous qui l'avons donnée. Voilà, c'est ça le grand événement de 68 à 72, que nous sommes arrivés au bon moment au bon endroit.

Les arrêts de travail s'organisaient par le bouche à oreille et grâce à l'action de petits groupes de travailleurs où les plus politisés – mais très minoritaires (le GOM) – et la composante des travailleurs immigrés (surtout avec les Sardes), grâce à leur action commune, arrivaient à bloquer la production et à impliquer tous les travailleurs dans la grève. Une modalité qui rappelle les grèves «tournantes» adoptées comme nouvelle forme de lutte au cours de «l'automne chaud» à la Fiat, inconnue des générations précédentes de travailleurs syndiqués qui n'auraient certainement jamais pensé à l'adopter, surtout avant d'avoir épuisé les canaux traditionnels de négociations avec la direction de l'entreprise.

Cette dynamique de mobilisation montre l'importance de la présence d'une «direction» des luttes, qui n'aurait eu aucune capacité d'influencer la grande masse des travailleurs si elle n'avait pas été soutenue par la partie plus combative d'entre eux et si la majorité des travailleurs de la Monteforno n'avait pas été prête à défendre ses droits.

Un aspect intéressant et inattendu émerge des témoignages oraux: la présence à la tête des grèves d'ouvriers tessinois aurait donné confiance à la grande masse des travailleurs, ce qui expliquerait en partie leur disponibilité à se mobiliser pour des batailles considérées illégales et «sauvages». Cette attitude était pourtant contraire à la prudence qui

marque normalement les salariés immigrés, les portant à ne pas s'impliquer dans des conflits qui pourraient en mettre en discussion le projet migratoire. «Parce qu'ils se sentaient protégés, nous les protégeons. Et eux avaient une confiance incroyable en nous. Ils disaient: "Ces Suisses se mettent à disposition, regarde-les, ils nous aident, [...] nous devons être comme eux".»

Conclusion: la grève comme réaction à la xénophobie?

Cette confiance suscitée par la présence de Suisses à la tête des luttes ne suffit pas non plus à expliquer l'adhésion massive des travailleurs de la Monteforno. Malgré la crainte du licenciement et du retour en Italie, ils ont été poussés à la mobilisation par les conditions matérielles (la première grève de 1970 naît pour obtenir une augmentation d'un franc horaire): il fallait tout le possible, aussi rapidement que possible, pour pouvoir retourner chez soi.

Le besoin de réagir à un climat d'intolérance, au sein et surtout à l'extérieur de l'usine, a aussi contribué à cette disponibilité à la lutte: l'initiative Schwarzenbach était une blessure encore ouverte et la marginalité une expérience de tous les jours pour ces salariés, comme l'explique encore I. D.:

Ils avaient un vécu non intégré, c'est pour ça qu'il y a eu le problème, hein. Quand tu vis une situation avec un vécu non intégré, tu agis en conséquence.

Vous diriez la même chose dans le cas de la Monteforno ?

Je pourrais le dire en partie aussi pour la Monteforno, oui, mais pas totalement...

C'est-à-dire ? ...

Cette situation de besoin de, de, de t'aider, de combattre, voilà, ça vient un peu de ce système.

Parce qu'il y avait une situation un peu discriminatoire ?

Oui, oui, c'est évident, oui, ils vivaient dans une situation discriminée, à l'extérieur, ils étaient un peu placés là-bas, avec des baraques, beaucoup vivaient encore dans les baraques et là ils se sentaient discriminés, c'est vrai. Et alors tu réagis en conséquence et quand tu te défoules... la volonté de combattre redouble.

Pour sa part, F. C., à partir d'un autre point de vue, met aussi en relief le rapport entre xénophobie et développement des luttes à l'aciérie:

Mais le fait d'être immigrés a eu une influence...

Selon moi, oui. Notre réaction... l'unité, qu'on était... déjà on parlait mal de ces immigrés, on était presque tous italiens, il y a eu presque une forme de réaction, «Ah oui ? Alors tu vas voir», et puis : «Toi tu ne le touches pas un [de nous]...». [...] Eux, les indigènes, qui n'avaient jamais vu rien de pareil, s'attendaient à l'armée dehors, la police. Mais nous, on n'avait peur de rien. «Bon, si jamais, on ferme et on va à la maison», et je crois que ça a été une leçon – du point de vue social – de vie aussi pour les indigènes qui travaillaient là. Ils ont compris qu'il fallait parfois relever la tête.

Cet entretien comprend plusieurs clefs de lecture importantes: le conflit comme réponse au racisme rampant et comme un moyen de réaffirmer sa propre dignité, mais aussi l'image d'une communauté des immigrés unie, parce que sous pression, même dans une usine, alors que les indigènes ne voient pas d'un bon œil le recours à la grève.

Ce même témoin est encore plus explicite et lie les luttes dans l'usine à la période de tension ressentie par rapport à l'initiative xénophobe:

Est-ce qu'il y a un lien selon vous entre l'atmosphère que l'on vivait avec cette chose de Schwarzenbach et cette combativité à l'usine?

Oui, oui, vous pouvez faire le lien...

Pourquoi, selon vous?

Parce qu'à un certain moment nous ne nous sentions plus sûrs, après tout ce travail, des gens qui avaient plus d'années que nous, vous comprenez, d'autres qui raisonnaient comme moi, qui pouvaient aller ailleurs et trouver du travail partout, parce qu'alors, il y avait beaucoup de travail, on a dit: "Mais qu'est-ce que je fais ici, je risque ma peau pour...", c'est-à-dire... et alors là, il y a eu justement ce mouvement, selon mon opinion, parce que les gens ont dit: "Alors, maintenant ça suffit. Ah oui, il y a Schwarzenbach? alors on s'en va, mais avant, on va leur faire voir qui on est et qu'on est unis". Ça oui.

C'est encore Nicola Pizzolato – en se basant sur les réflexions d'Axel Honneth – qui explique le rôle joué par les immigrés méridionaux dans les luttes de *l'autunno caldo* italien, parmi d'autres facteurs, comme une réponse à la discrimination: «L'expérience de la discrimination raciale ou de l'isolement social peut constituer l'une des nombreuses raisons de porter en avant la requête d'une plus grande prise en compte d'un groupe.»⁴²

42 Nicola Pizzolato, «Workers...», op. cit., p. 429.